**Province de Québec
Comté de Labelle
Municipalité de Nomingue**

Le conseil municipal de Nomingue siège en séance ordinaire ce 8 avril 2024 à la salle « J.-Adolphe-Ardouin », à dix-neuf heures trente (19h30), à laquelle sont présents :

Madame la mairesse Francine Létourneau
Monsieur le conseiller : Gaétan Lacelle
Monsieur le conseiller : Sylvain Gélinas
Madame la conseillère : Chantal Thérien
Monsieur le conseiller : Luc Boisvert
Monsieur le conseiller : René Lalande
Madame la conseillère : Suzie Radermaker

Assiste également à la séance, madame Catherine Clermont, directrice générale et greffière-trésorière.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum ayant été constaté par la mairesse Francine Létourneau, celle-ci déclare la séance ouverte à 19h30.

ORDRE DU JOUR

1. ADMINISTRATION

- 1.1 Adoption de l'ordre du jour (*avec l'ajout des points 2.2 et 4.2*)
- 1.2 Adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du 11 mars 2024 et de la séance extraordinaire du 27 mars 2024
- 1.3 Autorisation de paiement des comptes du mois de mars 2024
- 1.4 Embauche de madame Cindy A. Rivard à titre de directrice générale adjointe et greffière-trésorière adjointe
- 1.5 Fin d'emploi de l'employée numéro 10-044
- 1.6 Dépôt du rapport 2023 concernant l'application du règlement sur la gestion contractuelle
- 1.7 Dépôt des transferts budgétaires pour le premier trimestre de l'année 2024
- 1.8 Cession du lot numéro 5 735 179
- 1.9 Approbation du budget révisé 2024 de l'Office municipal d'habitation des Hautes-Laurentides
- 1.10 Renouvellement des contrats d'assurances collectives
- 1.11 Emprunt au fonds de roulement pour l'achat de matériel informatique

2. SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 2.1 Adoption du règlement numéro 2024-497 relatif aux nuisances
- 2.2 Fin d'emploi de monsieur Guillaume Nantel à titre de pompier

3. TRANSPORTS

- 3.1 Confirmation d'embauche permanente de monsieur Michaël Ménard à titre de chauffeur-journalier
- 3.2 Embauche de monsieur Steve Champagne à titre de chauffeur-journalier
- 3.3 Autorisation de signature - Lettre d'entente numéro 2024-06 avec le SCFP – Remboursement de frais de formation

4. HYGIÈNE DU MILIEU

- 4.1 Octroi de contrat pour la location et levée de conteneurs – Écocentre permanent
- 4.2 Octroi de contrat pour la fabrication d’une roulotte de chantier qui servira d’accueil au nouvel écocentre permanent

5 URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

- 5.1 Embauche de monsieur Alec Plouffe à titre d’agent de sensibilisation et d’utilisation de la station de lavage des embarcations
- 5.2 Embauche de madame Maryem Mansour à titre d’inspectrice en bâtiment et environnement
- 5.3 Demande de dérogation mineure numéro 2023-399 – 1572, chemin du Tour-du-lac – Matricule 2040-41-7944
- 5.4 Demande de PIIA numéro 2023-068 – 2143, rue des Grèbes – Matricule 1740-82-1376
- 5.5 Adoption du règlement numéro 2024-498 relatif aux permis et certificats
- 5.6 Octroi de contrat pour la programmation à la borne multiservices – Station de lavage des embarcations
- 5.7 Renouvellement de membres du Comité consultatif en environnement (CCE)
- 5.8 Entente intermunicipale 2024 relative à l’utilisation des stations de lavage avec la Ville de Rivière-Rouge
- 5.9 Adoption de la Vision municipale partagée de l’affectation des terres publiques des Laurentides

6 LOISIRS ET CULTURE

- 6.1 Embauche de madame Mylène Laliberté à titre de préposée à la bibliothèque
- 6.2 Embauche de madame Julie Patry à titre de préposée à la bibliothèque
- 6.3 Embauche de monsieur Tyson Therrien à titre d’aide-animateur au camp de jour
- 6.4 Fin d’emploi de l’employée numéro 60-0006
- 6.5 Octroi de contrat - Filets protecteurs pour la patinoire

7 PÉRIODE DE QUESTIONS

8 LEVÉE DE LA SÉANCE

1.1 Résolution 2024.04.076 Adoption de l’ordre du jour

IL EST PROPOSÉ PAR SYLVAIN GÉLINAS

ET RÉSOLU que l’ordre du jour soit adopté, tel que présenté, en autorisant l’ajout des points suivants :

- 2.2 *Fin d’emploi de monsieur Guillaume Nantel à titre de pompier*
- 4.2 *Octroi de contrat pour la fabrication d’une roulotte de chantier qui servira d’accueil au nouvel écocentre permanent*

ADOPTÉE

1.2 Résolution 2024.04.077 Adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du 11 mars 2024 et de la séance extraordinaire du 27 mars 2024

Les membres du conseil ayant pris connaissance des procès-verbaux;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR CHANTAL THÉRIEN

ET RÉSOLU d'adopter les procès-verbaux de la séance ordinaire du 11 mars 2024 et de la séance extraordinaire du 27 mars 2024, tel que présentés.

ADOPTÉE

1.3

Résolution 2024.04.078

Autorisation de paiement des comptes du mois de mars 2024

IL EST PROPOSÉ PAR RENÉ LALANDE

ET RÉSOLU d'approuver la liste des paiements des comptes pour le mois de mars 2024, totalisant sept cent vingt-deux mille sept cent trente dollars et dix-huit cents (722 730.18 \$).

ADOPTÉE

1.4

Résolution 2024.04.079

Embauche de madame Cindy A. Rivard à titre de directrice générale adjointe et greffière-trésorière adjointe

CONSIDÉRANT la vacance au poste de direction générale adjointe;

CONSIDÉRANT que madame Cindy A. Rivard occupe actuellement le poste de chargée de projet (résolution 2024.01.006) et est intéressée par le poste de directrice générale adjointe et greffière-trésorière adjointe;

CONSIDÉRANT la satisfaction de la direction générale quant au travail effectué par madame Rivard depuis son embauche;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SUZIE RADERMAKER

ET RÉSOLU de nommer madame Cindy A. Rivard, à titre de directrice générale adjointe et greffière-trésorière adjointe, à compter du 8 avril 2024, ayant un statut d'employée-cadre, aux conditions établies au contrat de travail.

En vertu de l'article 184 du Code municipal du Québec, elle peut exercer tous les devoirs de la charge de greffière-trésorière adjointe.

D'autoriser madame Rivard à signer, pour et au nom de la Municipalité de Nominique, tous les documents nécessaires avec tous les pouvoirs et obligations se rattachant à ses fonctions.

D'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière et la mairesse ou leur remplaçant, à signer, pour et au nom de la Municipalité de Nominique, le contrat de travail de madame Rivard.

ADOPTÉE

1.5

Résolution 2024.04.080

Fin d'emploi de l'employée numéro 10-0044

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2021.12.366 relative à l'embauche de l'employée numéro 10-0044 au poste d'adjointe exécutive à la direction générale et mairie;

CONSIDÉRANT la lettre de démission reçue;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR GAÉTAN LACELLE

ET RÉSOLU de mettre fin au lien d'emploi de l'employée numéro 10-0044, à compter du 12 avril 2024.

De remercier l'employée pour ses années de service à la Municipalité.

ADOPTÉE

1.6 **Dépôt du rapport annuel 2023 concernant l'application du règlement sur la gestion contractuelle**

La directrice générale et greffière-trésorière dépose le rapport annuel 2023 sur l'application du règlement numéro 2021-462 sur la gestion contractuelle.

1.7 **Dépôt des transferts budgétaires pour le premier trimestre de l'année 2024**

La directrice générale et greffière-trésorière dépose les transferts budgétaires effectués au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2024, totalisant cinquante-quatre mille cent vingt-sept dollars (54 126 \$).

1.8 **Résolution 2024.04.081**
Cession du lot numéro 5 735 179

CONSIDÉRANT l'offre de cession à la Municipalité du lot numéro 5 735 179, par son propriétaire actuel, monsieur Richard Beaudin;

CONSIDÉRANT que ce terrain se situe sur le chemin des Sureaux, près du chemin des Merisiers, et a une superficie de 2 364.30 mètres carrés;

CONSIDÉRANT que le conseil de la municipalité est en accord avec l'acquisition dudit lot;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR LUC BOISVERT

ET RÉSOLU d'accepter l'offre de monsieur Richard Beaudin pour la cession à titre gratuit, du lot numéro 5 735 179 situé à Nominique.

Que tous les honoraires professionnels reliés à la cession soient à la charge de monsieur Beaudin.

Que la mairesse et la directrice générale, ou leur remplaçant, soient autorisées à signer, pour et au nom de la Municipalité, tous les documents nécessaires à la transaction.

ADOPTÉE

1.9 **Résolution 2024.04.082**
Approbation du budget révisé 2024 de l'Office municipal d'habitation des Hautes-Laurentides

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2024.03.050 relative à l'adoption du budget 2024 de l'Office municipal d'habitation des Hautes-Laurentides;

CONSIDÉRANT que la Municipalité doit approuver le budget révisé pour l'année 2024 de l'Office municipal d'habitation des Hautes-Laurentides;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SYLVAIN GÉLINAS

ET RÉSOLU d'approuver le budget révisé pour l'année 2024 de l'Office municipal d'habitation des Hautes-Laurentides, tel que reçu en date du 28 février 2024.

ADOPTÉE

1.10 **Résolution 2024.04.083**
Renouvellement des contrats d'assurances collectives

CONSIDÉRANT que les contrats d'assurance collective auprès du Régime d'assurance collective des Chambres de commerce venaient à échéance le 31 mars 2024;

CONSIDÉRANT l'offre de renouvellement du Régime d'assurance collective des Chambres de commerce, sans modification aux couvertures;

CONSIDÉRANT que l'offre de renouvellement, sans modification aux couvertures, a été soumise au Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2907, conformément à la convention collective en vigueur;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR CHANTAL THÉRIEN

ET RÉSOLU d'accepter l'offre du Régime d'assurance collective des Chambres de commerce pour le renouvellement des contrats d'assurance collective, couvrant la période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025.

D'autoriser la directrice générale, ou sa remplaçante, à signer, pour et au nom de la Municipalité de Nominigüe, tous les documents nécessaires pour donner effet à la présente.

ADOPTÉE

1.11

Résolution 2024.04.084

Emprunt au fonds de roulement pour l'achat de matériel informatique

CONSIDÉRANT les besoins en termes de matériel informatique pour le bon fonctionnement des différents Services de la Municipalité;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR RENÉ LALANDE

ET RÉSOLU d'autoriser un emprunt au fonds de roulement pour un montant ne dépassant pas huit mille dollars (8 000 \$), remboursable en trois (3) versements annuels égaux à compter de l'année financière 2025 afin de défrayer les coûts reliés à l'achat de matériel informatique (postes informatiques, écrans, installation, licences et contrats de services, visant à les rendre fonctionnels).

ADOPTÉE

2.1

Résolution 2024.04.085

Adoption du règlement numéro 2024-497 relatif aux nuisances

CONSIDÉRANT que le conseil de la municipalité de Nominigüe désire réglementer en matière de nuisances et de salubrité, visant à assurer la sécurité de la population;

CONSIDÉRANT que la Municipalité agit aux présentes en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1) et plus particulièrement en vertu des articles 55 et 59 de cette loi;

CONSIDÉRANT qu'un tel règlement, portant le numéro 2008-312, a été adopté le 12 mai 2008;

CONSIDÉRANT que le conseil est d'avis qu'il y a lieu d'abroger ledit règlement numéro 2008-312 et de le remplacer par un nouveau;

CONSIDÉRANT que l'avis de motion a dûment été donné lors de la séance du 11 mars 2024 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SUZIE RADERMAKER

ET RÉSOLU d'adopter le règlement numéro 2024-497 relatif aux nuisances, tel que présenté.

Que ledit règlement numéro 2024-497 relatif aux nuisances, soit joint aux présentes pour en faire partie intégrante comme si au long reproduit.

Le texte intégral du règlement 2024-497 est reproduit au livre des règlements de la Municipalité.

ADOPTÉE

2.2

Résolution 2024.04.086

Fin d'emploi de monsieur Guillaume Nantel à titre de pompier

CONSIDÉRANT la lettre de démission reçue;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR GAÉTAN LACELLE

ET RÉSOLU de mettre fin au lien d'emploi de monsieur Guillaume Nantel à titre de pompier, à compter du 3 avril 2024.

ADOPTÉE

3.1

Résolution 2024.04.087

Confirmation d'embauche permanente de monsieur Michaël Ménard à titre d'opérateur-journalier

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2023.10.311 relative à l'embauche de monsieur Michaël Ménard, à titre de opérateur-journalier, ayant un statut de personne salariée régulière à l'essai, à compter du 20 septembre 2023;

CONSIDÉRANT que sa période de probation est maintenant terminée;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR LUC BOISVERT

ET RÉSOLU d'entériner la fin de la période de probation de monsieur Michaël Ménard et de confirmer son embauche à titre d'opérateur-journalier, ayant un statut d'employé régulier, échelon 1, en date du 9 mars 2024.

ADOPTÉE

3.2

Résolution 2024.04.088

Embauche de monsieur Steve Champagne à titre de chauffeur-journalier

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2023.10.312 qui confirmait l'embauche permanente de monsieur Steve Champagne, à titre de journalier, ayant un statut de personne salariée saisonnière;

CONSIDÉRANT les besoins au Service des travaux publics;

CONSIDÉRANT la lettre d'entente numéro 2023-05;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SYLVAIN GÉLINAS

ET RÉSOLU d'entériner l'embauche de monsieur Steve Champagne à titre de chauffeur-journalier, ayant un statut de personne salariée régulière, le tout selon les modalités de la convention collective et d'établir sa rémunération à l'échelon 3 de l'échelle salariale du poste, en date du 1^{er} avril 2024.

ADOPTÉE

3.3

Résolution 2024.04.089

Autorisation de signature - Lettre d'entente numéro 2024-06 avec le SCFP – Remboursement de frais de formation

CONSIDÉRANT les discussions entre les représentants de la Municipalité et le Syndicat;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR CHANTAL THÉRIEN

ET RÉSOLU d'autoriser la signature, par la mairesse et la directrice générale, ou leur remplaçant, de la lettre d'entente numéro 2024-06 entre la Municipalité et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), section locale 2907, concernant le remboursement de frais de formation pour un employé au Service des travaux publics.

ADOPTÉE

4.1

Résolution 2024.04.090

Octroi de contrat pour la location et levée de conteneurs – Écocentre permanent

CONSIDÉRANT l'implantation d'un écocentre permanent à Nomingue prévu pour 2024;

CONSIDÉRANT qu'en ce sens, il y a lieu d'octroyer un contrat pour la location et la levée des conteneurs;

CONSIDÉRANT les trois offres de services reçues;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR RENÉ LALANDE

ET RÉSOLU d'octroyer un contrat à la compagnie *Recyclage Jorg Inc.*, au montant de cent cinquante dollars (150 \$) par mois, livraison initiale en sus, plus les taxes applicables, pour la location des conteneurs et trois cent quarante dollars (340 \$), plus les taxes applicables, pour chaque levée de conteneurs pour l'écocentre permanent. Le tout, conformément à leur offre de services datée du 31 janvier 2024.

D'affecter la dépense au fonds général.

ADOPTÉE

4.2

Résolution 2024.04.091

Octroi de contrat pour la fabrication d'une roulotte de chantier qui servira d'accueil au nouvel écocentre permanent

CONSIDÉRANT le projet d'implantation d'un écocentre permanent à Nominique et les besoins au niveau d'un bâtiment de service et d'accueil sur le site;

CONSIDÉRANT que madame Hélène Beauchamp, chargée de projets, avait été mandatée pour demander des prix à cet effet auprès de quelques fournisseurs;

CONSIDÉRANT la réception de deux offres de services, soit :

Fournisseur	Prix (incluant les taxes)
Usitech	60 214,71 \$
Lambert	51 945,71 \$

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SUZIE RADERMAKER

ET RÉSOLU d'octroyer le contrat de fabrication d'une roulotte de chantier à la compagnie *Lambert*, au montant de cinquante-et-un mille neuf cent quarante-cinq dollars et soixante-et-onze cents (51 945.71 \$) incluant les taxes, le tout conformément à son offre de services du 4 avril 2024.

D'affecter la dépense au règlement d'emprunt numéro 2023-487.

ADOPTÉE

5.1

Résolution 2024.04.092

Embauche de monsieur Alec Plouffe à titre d'agent de sensibilisation et d'utilisation de la station de lavage des embarcations

CONSIDÉRANT les besoins en termes de main d'œuvre au niveau de la station de lavage des embarcations;

CONSIDÉRANT la lettre d'entente numéro 2024-03 entre la Municipalité et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), concernant la création d'un poste d'agent de sensibilisation et d'utilisation de la station de lavage des embarcations;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR GAÉTAN LACELLE

ET RÉSOLU d'embaucher monsieur Alec Plouffe à titre d'agent de sensibilisation et d'utilisation de la station de lavage des embarcations, ayant un statut de personne salariée saisonnière, aux conditions établies à la lettre d'entente numéro 2024-03 entre la Municipalité et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et ce, à compter du 13 mai 2024.

ADOPTÉE

5.2

Résolution 2024.04.093
Embauche de madame Maryem Mansour à titre d'inspectrice en bâtiment et environnement

CONSIDÉRANT les besoins au Service de l'urbanisme et de l'environnement;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR LUC BOISVERT

ET RÉSOLU d'embaucher madame Maryem Mansour à titre d'inspectrice en bâtiment et environnement, ayant un statut de personne salariée saisonnière, à l'essai, le tout selon les modalités de la convention collective et d'établir sa rémunération à l'échelon 3 de l'échelle salariale du poste dès sa première journée de travail, soit le 8 avril 2024.

De nommer madame Mansour en tant qu'officier municipal aux fins d'application de la réglementation d'urbanisme dans le cadre de ses fonctions.

Après la période de probation prévue, si l'embauche devient permanente, celle-ci sera confirmée par résolution.

ADOPTÉE

5.3

Résolution 2024.04.094
Demande de dérogation mineure numéro 2023-399 – 1572, chemin du Tour-du-lac – Matricule 2040-41-7944

CONSIDÉRANT que la présente demande vise à déroger à l'annexe A de la grille des usages et normes du règlement de zonage numéro 2012-362 pour la zone Va-15, dans le but d'autoriser l'empiétement complet dans la marge avant pour la construction d'un bâtiment accessoire (remise);

CONSIDÉRANT la dénivellation importante du terrain et le peu d'emplacements disponibles à l'implantation d'une remise;

CONSIDÉRANT que le terrain se situe en partie dans une zone inondable;

CONSIDÉRANT que sur le plan proposé, le bâtiment accessoire se retrouverait à une distance d'un (1) mètre de la marge avant;

CONSIDÉRANT que la marge avant est adjacente à une allée véhiculaire située dans l'emprise de la route 321 appartenant au Ministère des transports, entretenue et déneigée par les propriétaires;

CONSIDÉRANT les recommandations des membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) lors de sa réunion tenue le 20 mars 2024;

Madame la mairesse offre aux personnes présentes de s'exprimer sur le sujet;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SYLVAIN GÉLINAS

ET RÉSOLU de refuser la demande de dérogation mineure numéro 2023-399, telle que présentée.

ADOPTÉE

5.4

Résolution 2024.04.095
Demande de PIIA numéro 2023-068 – 2143, rue des Grèbes – Matricule 1740-82-1376

CONSIDÉRANT que la présente demande vise à ériger un abri accessoire situé en cour arrière;

CONSIDÉRANT que la construction d'un tel abri, en vertu du règlement numéro 2012-363 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, est assujettie au PIIA-01 (Noyau villageois);

CONSIDÉRANT la finition extérieure en bois, le toit de bardeau d'asphalte brun et la superficie de vingt-sept (27) mètres carrés, tel qu'indiqué au plan joint à la demande no.2023-068;

CONSIDÉRANT les recommandations des membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) lors de sa réunion tenue le 20 mars 2024;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR CHANTAL THÉRIEN

ET RÉSOLU d'accepter la demande de PIIA-01 numéro 2023-068, telle que présentée.

ADOPTÉE

5.5

Résolution 2024.04.096

Adoption du règlement numéro 2024-498 relatif aux permis et certificats

CONSIDÉRANT que le conseil de la municipalité de Nomingue désire procéder à l'amélioration de ses procédures en matière de traitement des demandes de permis et certificats;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'abroger et remplacer le règlement relatif aux permis et certificats numéro 2012-359 ainsi que ses amendements;

CONSIDÉRANT que le présent règlement ne contient pas de disposition propre à un règlement susceptible d'approbation référendaire;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné lors de la séance extraordinaire du 27 mars 2024;

CONSIDÉRANT qu'un projet de règlement a été adopté lors de la séance extraordinaire du 27 mars 2024;

CONSIDÉRANT qu'une consultation publique sur le projet de règlement s'est tenue le 8 avril 2024;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR RENÉ LALANDE

ET RÉSOLU d'adopter le règlement numéro 2024-498 relatif aux permis et certificats, tel que déposé.

Que ledit règlement numéro 2024-498 soit joint aux présentes pour en faire partie intégrante comme si au long reproduit.

ADOPTÉE

5.6

Résolution 2024.04.097

Octroi de contrat pour la programmation à la borne multiservices – Station de lavage des embarcations

CONSIDÉRANT l'implantation d'une station de lavage des embarcations à Nomingue en 2023;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'octroyer un contrat pour le bon fonctionnement de la borne multiservices reliée à ladite station de lavage;

CONSIDÉRANT l'offre de services reçue;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SUZIE RADERMAKER

ET RÉSOLU d'octroyer un contrat à la compagnie *Ozero Solutions*, au montant de huit mille huit cent vingt dollars (8 820 \$), plus les taxes applicables, et ce, pour la programmation à la borne multiservices de la station de lavage des embarcations. Le tout, tel que décrit à leur offre de services datée du 25 mars 2024.

D'affecter la dépense au surplus accumulé non affecté.

ADOPTÉE

5.7

Résolution 2024.04.098
Renouvellement de membres du Comité consultatif en environnement (CCE)

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2022.08.268 qui nommait monsieur Pierre Picotte et renouvelait le mandat de madame Janie Larivière et de monsieur Guy Dagenais, pour siéger sur le Comité consultatif en environnement (CCE);

CONSIDÉRANT que leur mandat est maintenant échu;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR GAÉTAN LACELLE

ET RÉSOLU de renouveler les mandats de madame Janie Larivière et de messieurs Guy Dagenais et Pierre Picotte, à titre de représentants occupants d'immeubles, pour siéger au comité consultatif en environnement (CCE), et ce, pour un terme de deux ans, se terminant en avril 2026.

ADOPTÉE

5.8

Résolution 2024.04.099
Entente intermunicipale 2024 relative à l'utilisation des stations de lavage avec la Ville de Rivière-Rouge

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Nominique possède et exploite une station de lavage des embarcations située au 99, chemin des Pommiers à Nominique;

CONSIDÉRANT que la Ville de Rivière-Rouge possède et exploite une station de lavage des embarcations au 191, chemin du Tour-du-Lac-Tibériade à Rivière-Rouge;

CONSIDÉRANT que lesdites municipalités jugent opportun que leur station de lavage d'embarcations respective soit rendue disponible aux utilisateurs et utilisatrices de l'autre;

CONSIDÉRANT que la Municipalité de Nominique et la Ville de Rivière-Rouge désirent se prévaloir des dispositions des articles 569 et suivants du *Code municipal* et des articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* pour conclure une entente relative au partage réciproque de leur station de lavage d'embarcations respective;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR LUC BOISVERT

ET RÉSOLU d'autoriser la mairesse et la directrice générale, ou leurs remplaçants, à signer pour et au nom de la Municipalité de Nominique, l'entente intermunicipale relative à l'utilisation des stations de lavage d'embarcations avec la Ville de Rivière-Rouge, effective jusqu'au 31 décembre 2024.

ADOPTÉE

5.9

Résolution 2024.04.100
Adoption de la Vision municipale partagée de l'affectation des terres publiques des Laurentides

CONSIDÉRANT que les MRC d'Argenteuil, des Pays-d'en-Haut, des Laurentides et Antoine-Labelle ont sur leurs territoires respectifs des terres du domaine de l'État;

CONSIDÉRANT que les activités permises sur les terres du domaine de l'État dépendent en partie des différentes affectations du territoire désignées par le Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) en 2015;

CONSIDÉRANT que les collectivités et l'environnement de ces quatre MRC subissent indirectement les effets des activités qui y sont pratiquées tels que la

villégiature, les activités de prélèvement faunique, l'accès aux plans d'eau, les interventions d'aménagement forestier ou les travaux miniers;

CONSIDÉRANT que les effets de ces activités peuvent également être occasionnés par la gouvernance et certains modes de gestion des terres du domaine de l'État;

CONSIDÉRANT que certaines activités et pratiques peuvent avoir des répercussions économiques, sociales et écologiques sur le territoire municipalisé;

Considérant que le MRNF débutera dans les prochaines années la révision du plan d'affectation des terres publiques (PATP) des Laurentides;

CONSIDÉRANT que le PATP est établi par région administrative, qu'il définit les orientations du gouvernement pour l'utilisation et la protection du territoire public et qu'il guide la gestion et la mise en valeur des terres et des ressources de chacune des régions du Québec en tenant compte des caractéristiques qui la composent;

CONSIDÉRANT qu'en 2021, les MRC d'Argenteuil, des Pays-d'en-Haut, des Laurentides et Antoine-Labelle ont initié, en informant le MRNF et en étant financées par le Programme d'aménagement durable des forêts (PADF), une démarche visant à établir une vision municipale partagée constituant un idéal pour les municipalités locales constituant ces MRC;

CONSIDÉRANT que dans ce contexte, les MRC souhaitent déposer au MRNF cette vision à temps pour la prochaine révision du PATP des Laurentides;

CONSIDÉRANT que de concert avec les MRC des Laurentides, d'Argenteuil et des Pays-d'en-Haut, la MRC Antoine-Labelle a participé et encadré l'élaboration participative de la Vision municipale partagée de l'affectation des terres publiques des Laurentides;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR SYLVAIN GÉLINAS

ET RÉSOLU d'adopter le document intitulé « *Vision municipale partagée de l'affectation des terres publiques* ».

Que ce document, également adopté par les MRC des Laurentides, des Pays-d'en-Haut et d'Antoine-Labelle, soit acheminé au MRNF.

ADOPTÉE

6.1

Résolution 2024.04.101

Embauche de madame Mylène Laliberté à titre de préposée à la bibliothèque

CONSIDÉRANT les besoins en termes de main d'œuvre à la bibliothèque;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR CHANTAL THÉRIEN

ET RÉSOLU d'entériner l'embauche de madame Mylène Laliberté à titre de préposée à la bibliothèque, ayant un statut de personne salariée à temps partiel à l'essai, le tout selon les modalités de la convention collective et d'établir sa rémunération à l'échelon 1 de l'échelle salariale du poste dès sa première journée de travail, soit le 22 mars 2024.

Après la période de probation prévue, si l'embauche devient permanente, celle-ci sera confirmée par résolution.

ADOPTÉE

6.2

Résolution 2024.04.102

Embauche de madame Julie Patry à titre de préposée à la bibliothèque

CONSIDÉRANT les besoins en termes de main d'œuvre à la bibliothèque;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR RENÉ LALANDE

ET RÉSOLU d'entériner l'embauche de madame Julie Patry à titre de préposée à la bibliothèque, ayant un statut de personne salariée temporaire à l'essai, le tout selon les modalités de la convention collective et d'établir sa rémunération à l'échelon 1 de l'échelle salariale du poste dès sa première journée de travail, soit le 27 mars 2024.

ADOPTÉE

6.3

Résolution 2024.04.103

Embauche de monsieur Tyson Therrien à titre d'aide-animateur au camp de jour

CONSIDÉRANT la tenue d'un camp de jour à Nominique durant la saison estivale 2024;

CONSIDÉRANT les besoins en termes de main d'œuvre pour ledit camp de jour;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ SUZIE RADERMAKER

ET RÉSOLU d'embaucher monsieur Tyson Therrien à titre d'aide-animateur pour le camp de jour 2024, et ce, aux conditions établies à la lettre d'entente numéro 2024-01 entre la Municipalité et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

ADOPTÉE

6.4

Résolution 2024.04.104

Fin d'emploi de l'employée numéro 60-0006

CONSIDÉRANT la résolution numéro 2016.11.258 relative à l'embauche de l'employée numéro 60-0006 au poste de préposée à la bibliothèque;

CONSIDÉRANT la lettre de démission reçue;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR GAÉTAN LACELLE

ET RÉSOLU de mettre fin au lien d'emploi de l'employée numéro 60-0006, à compter du 16 mars 2024.

De remercier l'employée pour ses années de service à la Municipalité.

ADOPTÉE

6.5

Résolution 2024.04.105

Octroi de contrat - Filets protecteurs pour la patinoire

CONSIDÉRANT que la hauteur des grillages actuels de la patinoire n'est pas suffisante;

CONSIDÉRANT la circulation importante des usagers et passants sur le site de la patinoire;

CONSIDÉRANT qu'en ce sens, une amélioration au niveau de la sécurité s'avère nécessaire;

CONSIDÉRANT l'offre de services reçue;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR LUC BOISVERT

ET RÉSOLU d'entériner l'octroi du contrat à la compagnie *Omni-Tech Sports*, au montant de six mille quatre-cent quarante-deux dollars et quarante-deux cents (6 442.42 \$), pour la fourniture et l'installation de filets de protection aux deux extrémités de la patinoire, et ce, afin d'assurer la sécurité des utilisateurs du site et des passants à proximité. Le tout, tel que décrit à leur offre de services datée du 8 février 2024.

D'affecter la dépense au fonds de parcs et terrains de jeux.

ADOPTÉE

7 Période de questions

8 **Résolution 2024.04.106**
Levée de la séance

IL EST PROPOSÉ PAR SYLVAIN GÉLINAS

ET RÉSOLU que la séance ordinaire soit levée.

ADOPTÉE

CERTIFICAT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Je, soussignée, Catherine Clermont, directrice générale et greffière-trésorière de la Municipalité de Nominuingue, certifie sous mon serment d'office que des crédits sont disponibles pour payer toutes les dépenses autorisées par le conseil municipal aux termes des résolutions adoptées dans ce procès-verbal.

Catherine Clermont
Directrice générale et greffière-trésorière

Je, soussignée, Francine Létourneau, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Francine Létourneau
Mairesse

Francine Létourneau
Mairesse

Catherine Clermont
Directrice générale et
Greffière-trésorière

Veillez noter que ce procès-verbal sera déclaré conforme lors d'une séance ultérieure du conseil municipal.